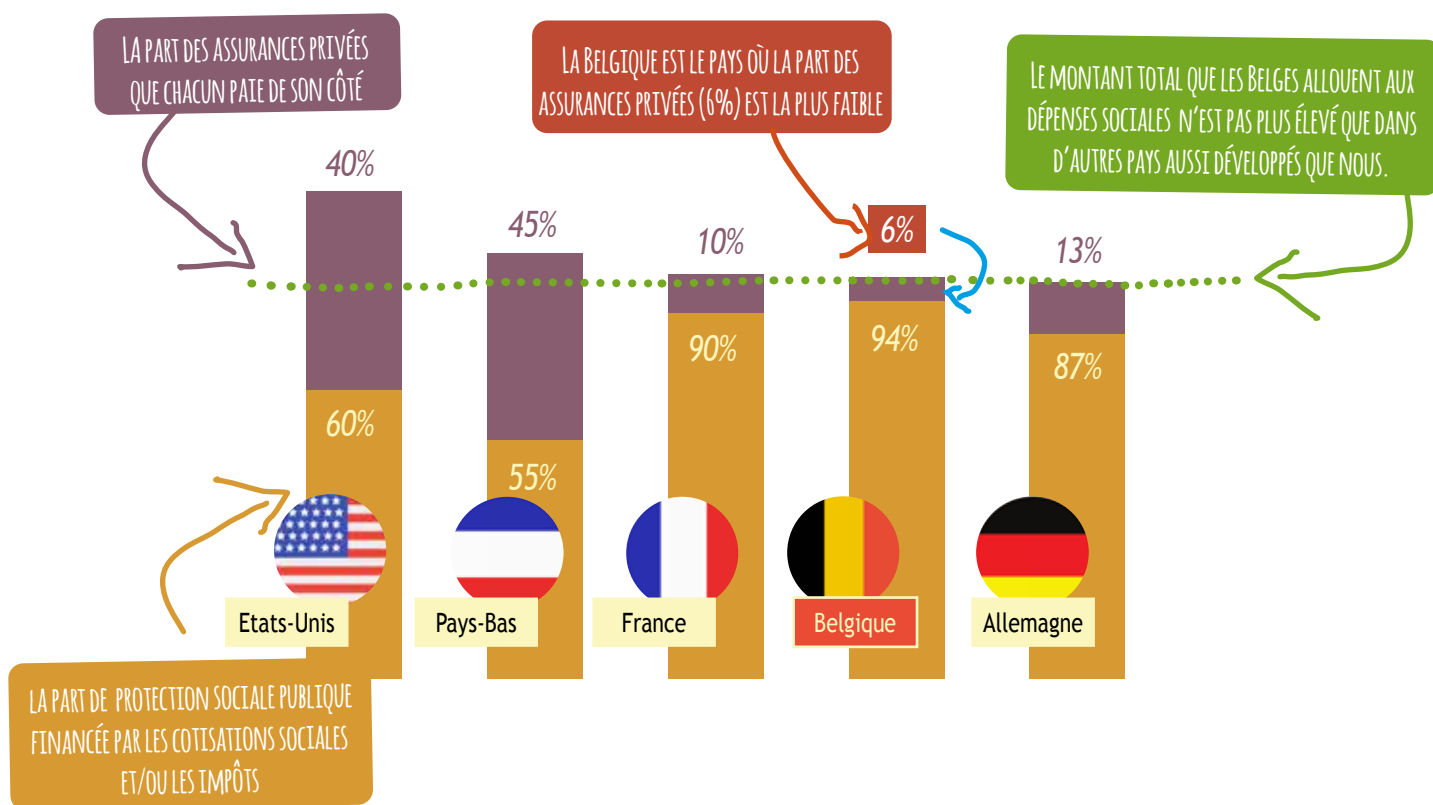


Mieux vaut collectivement que chacun pour soi

Pour couvrir nos besoins en termes de soins de santé, de pension ou encore d'allocations familiales (ce qu'on appelle, les dépenses en protection sociale au sens large), nous pouvons recourir à deux types de solutions :

1. Des assurances privées que chacun paie de son côté
2. Une protection sociale publique financée par les cotisations sociales et/ou les impôts



Quand le gouvernement ou des partis politiques nous promettent d'augmenter nos salaires NETS via des baisses d'impôts ou de cotisations sociales, **on nous reprend d'une main ce qu'on nous donne dans l'autre** : baisser les impôts sans trouver de nouvelles recettes implique de baisser les dépenses publiques et notamment les dépenses en protection sociale. On augmente en fait le besoin des travailleurs à contracter des assurances privées pour couvrir nos soins de santé ou nos pensions, ce qui coûte plus cher (puisque'il faut rémunérer des actionnaires derrière) et souvent, de moins bonne qualité.

Base de données OCDE, 2019, comparaison des dépenses publiques et privées pour la protection sociale, comparaison en dollar et en parité de pouvoir d'achat.